

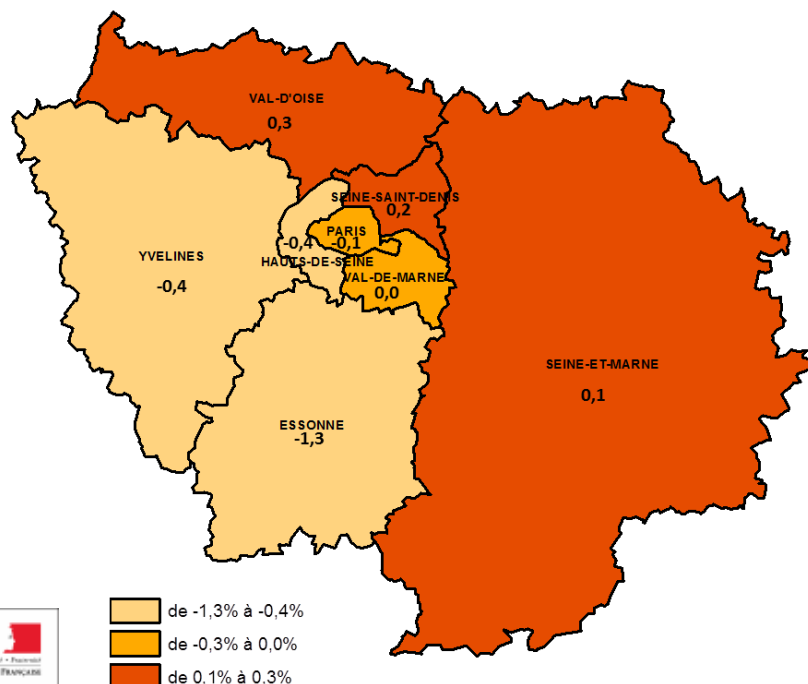
Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France

déc. 2017

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C  
par département entre juillet 2017 et octobre 2017 (en %, données CVS-CJO)



- En octobre, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens est en baisse sur trois mois de -0,8 % en catégorie A et de -0,1 % en catégorie ABC.
- Le taux de chômage a diminué de 0,2 point au deuxième trimestre 2017, atteignant 8,1 %.
- L'emploi salarié a augmenté de +0,3 % au deuxième trimestre 2017.
- Les plans de sauvegarde de l'emploi et le recours à l'activité partielle sont à des niveaux faibles.

- Ce diaporama vous est adressé en début de mois.
- Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques.
- Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.
- Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :  
  
[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)
- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 8 janvier 2018.

### Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

### Marché du travail

Page 5 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois

Page 6 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par département

Page 8 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe

Page 9 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par âge

Page 10 : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel

Page 11 : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA

Page 12 : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi

Page 13 : [taux de chômage \(Insee\)](#)

### Emploi

Page 14 : offres d'emploi confiées à Pôle emploi

Page 15 : [déclarations préalables à l'embauche](#)

Page 16 : évolution récente de l'intérim

Page 17 : [évolution récente de l'emploi salarié](#)

### Accompagnement des mutations économiques

Page 19 : activité partielle

Page 20 : procédures de licenciement collectif

En octobre 2017, 989 850 demandeurs inscrits à Pôle emploi sont immédiatement disponibles pour occuper un emploi en Île-de-France (catégories A, B et C – données CVS). Parmi eux, 672 140 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

La demande d'emploi francilienne est stable en catégorie A, après une forte baisse en septembre. Elle recule de 0,8 % sur trois mois, contre -1,0 % en France métropolitaine. En revanche, le nombre de demandeurs ayant déclaré une activité réduite (catégories B et C) continue de progresser (+1,3 % sur trois mois).

Finalement, en catégories A, B et C, la demande d'emploi se stabilise en octobre (+0,1 %), baisse très légèrement sur trois mois (-0,1 %) et reste en augmentation sur un an (+2,9 %). Ces évolutions sont très proches de celles de la France métropolitaine. La demande d'emploi en catégorie D (en formation) diminue, quant à elle, nettement sur trois mois (-6,1 % contre -4,3 % au niveau national).

Sur trois mois, la demande d'emploi est stable pour les femmes et diminue légèrement pour les hommes (-0,3 %). Celle des jeunes recule de 3,6 % mais elle reste en croissance de 1,1 % chez les seniors (catégories A, B et C).

La demande d'emploi des ouvriers est en retrait sur trois mois, tandis que celle des cadres maintient sa progression. Les métiers de la banque-assurance et du bâtiment-travaux publics profitent d'une baisse de leur demande d'emploi, à l'inverse de l'hôtellerie-restauration.

Sur trois mois, la demande d'emploi en catégorie A diminue dans l'ensemble des départements de la région. En catégories A, B et C, la baisse ne concerne que l'Essonne et les Yvelines.

Au deuxième trimestre 2017, 8,1 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 9,2 % en France métropolitaine), soit une baisse de 0,2 point par rapport au premier trimestre. C'est le plus faible taux depuis le premier trimestre 2012.

### Emploi

Au deuxième trimestre 2017, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) augmente fortement rapport à la même période de 2016, pour les contrats de plus de six mois et CDI (+5,9 %), plus légèrement pour tous les types de contrats (+0,6 %).

L'emploi salarié marchand francilien augmente encore légèrement au deuxième trimestre 2017 (+0,3 % par rapport au premier trimestre, soit +1,8 % sur un an). L'emploi salarié progresse dans la construction et les services marchands, est quasi stable dans le commerce et recule dans l'industrie. L'intérim est en hausse sur 3 mois, notamment dans les services et dans l'industrie.

### Mutations économiques

Un peu plus de 214 600 heures d'activité partielle ont été autorisées pour motif économique en octobre 2017 en Île-de-France. La construction et les secteurs d'activités spécialisées cumulent près de 40 % des heures autorisées.

En octobre 2017, le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi depuis le début de l'année est inférieur à 2016.

Octobre 2017	Ile-de-France	France métropolitaine	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France métro.	Ile-de-France	France métro.	Ile-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	672 140	3 483 600	0,0	0,2	-0,8	-1,0	0,9	0,2
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	989 850	5 616 000	0,1	0,0	-0,1	-0,1	2,9	2,8

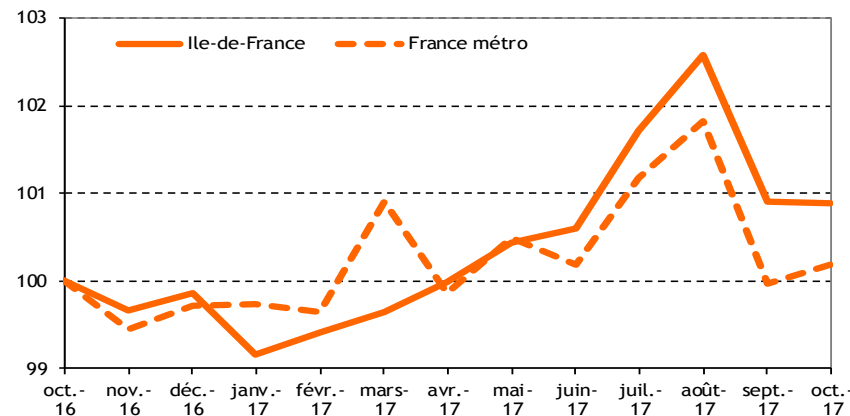
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Après une hausse continue depuis janvier 2017 et une forte baisse en septembre (-1,6 %), la demande d'emploi en catégorie A est stable en octobre en Île-de-France (contre +0,2 % au niveau national). Elle recule de 0,8 % sur trois mois mais reste orientée à la hausse sur un an (+0,9 % contre +0,2 % en France métropolitaine).

Les évolutions en catégorie A sont cependant affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Le nombre de demandeurs en catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite) augmente de +1,3 % sur trois mois. Malgré un rebond en août, les demandeurs en catégorie D (en formation) diminuent nettement sur trois mois (-6,1 %).

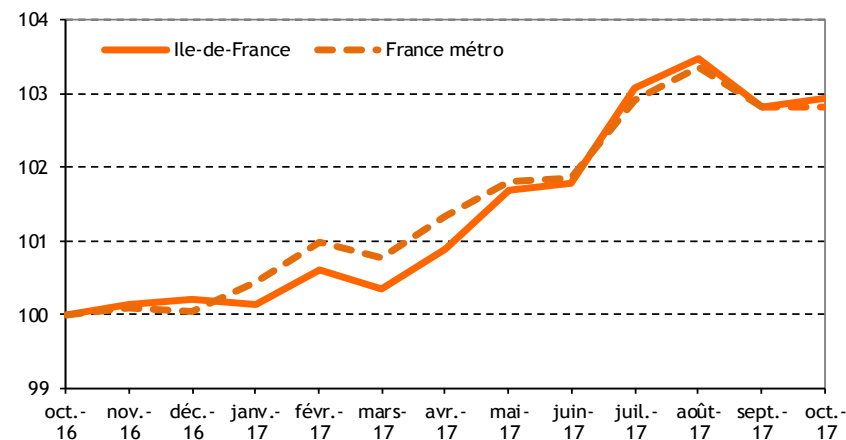
La demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B et C) se stabilise sur un mois (+0,1 %) comme sur trois mois (-0,1 %) mais demeure en forte hausse sur un an (+2,9 %). Ces évolutions sont très proches de celles enregistrées au niveau national.

Évolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 en octobre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO, Indice 100 en octobre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) en octobre 2017

Données CVS-CJO Octobre 2017	cat. A	évolution mensuelle	évolution trim.	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trim.
Paris	133 450	0,1	-0,3	204 530	0,2	-0,1
Seine-et-Marne	66 570	0,5	-1,1	101 120	0,4	0,1
Yvelines	64 650	-0,4	-1,2	96 180	-0,1	-0,4
Essonne	58 470	-0,2	-2,2	88 630	-0,5	-1,3
Hauts-de-Seine	79 840	-0,2	-1,0	115 050	0,0	-0,4
Seine-St-Denis	120 480	-0,2	-0,7	170 120	0,3	0,2
Val-de-Marne	76 020	-0,1	-0,5	109 060	0,0	0,0
Val-d'Oise	72 660	0,2	-0,4	105 160	0,4	0,3
<b>Île-de-France</b>	<b>672 140</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>989 850</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>
France métro.	3 483 600	0,2	-1,0	5 616 000	0,0	-0,1

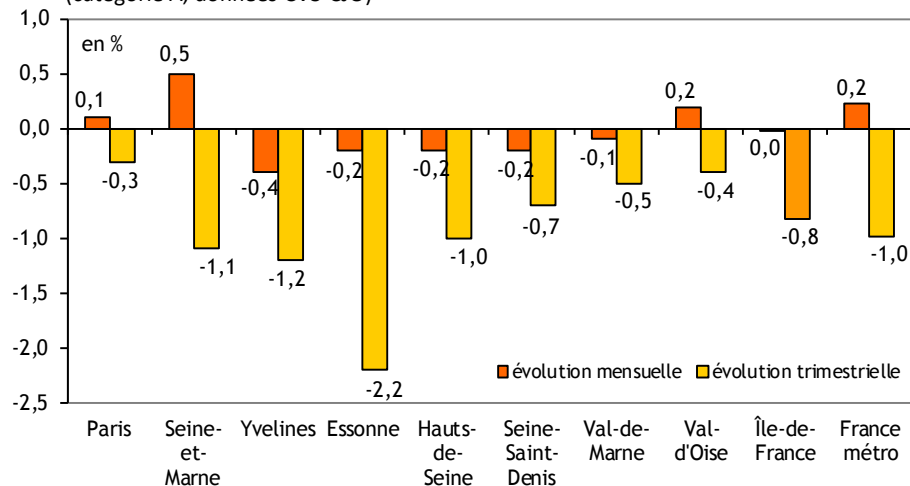
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur trois mois, la demande d'emploi en catégorie A diminue dans l'ensemble des départements d'Île-de-France. C'est en particulier le cas en Essonne (-2,2 %). Les baisses les plus contenues sont enregistrées à Paris et dans le Val-d'Oise (respectivement -0,3 % et -0,4 %).

En catégorie A, B et C, la demande d'emploi sur trois mois recule en Essonne (-1,3 %), dans les Yvelines et les Hauts-de-Seine (-0,4 %). Elle est stable ou quasi stable dans le Val-de-Marne, Paris et en Seine-et-Marne. Elle augmente légèrement dans les autres départements.

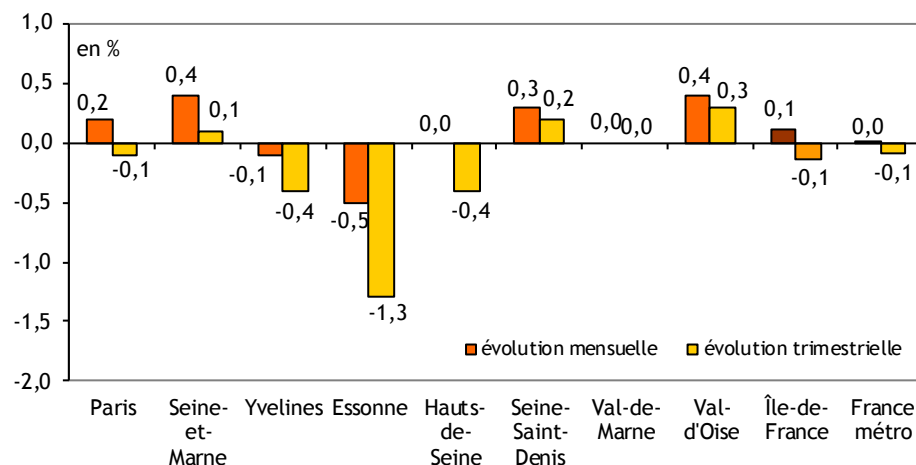
Sur un an, l'Essonne est le seul département de la région qui bénéficie d'une baisse de la demande d'emploi (-0,3 % en catégorie A). La progression est plus accentuée en catégorie A, B et C, avec un maximum en Seine-et-Marne (+3,8 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits par département (catégorie A, données CVS-CJO)



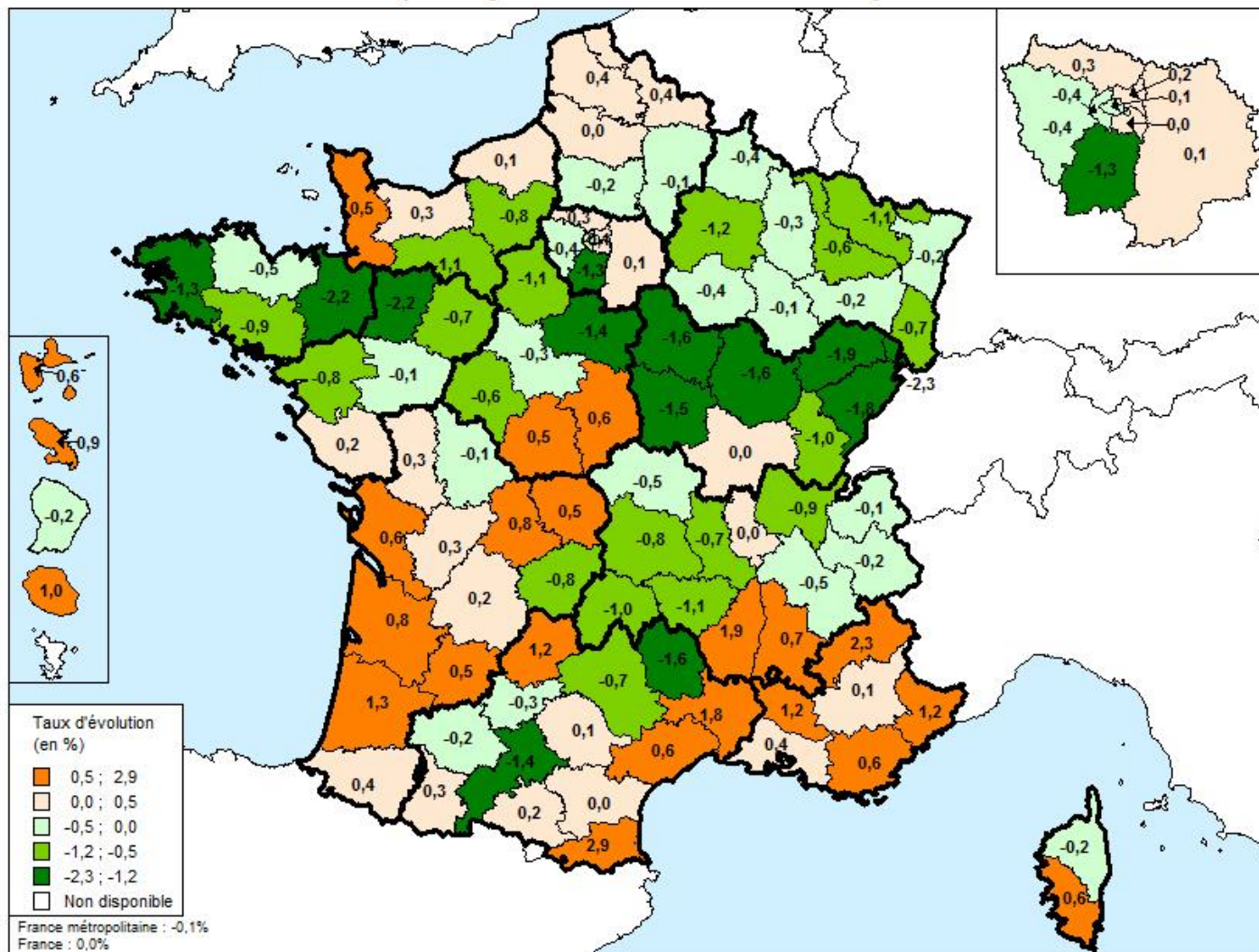
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Variation sur trois mois du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre juillet 2017 et octobre 2017 (en %, données CVS-CJO)



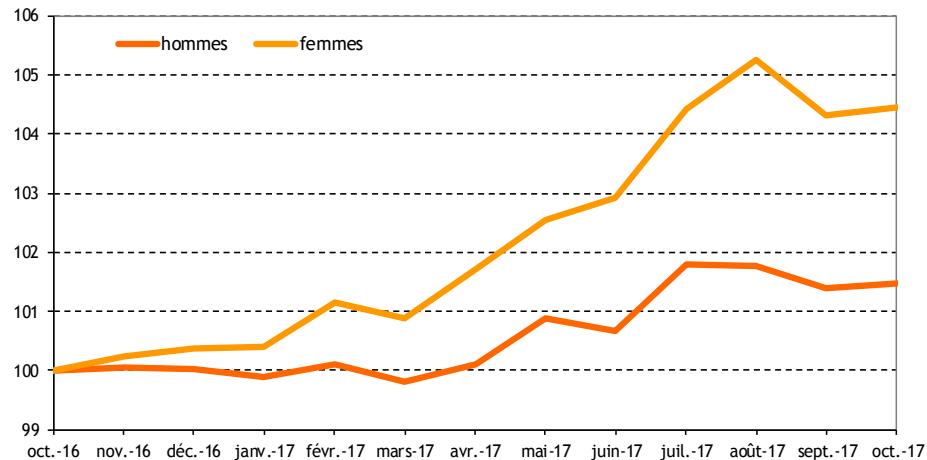
Source : Pôle emploi, Dares; Données CVS-CJO

Similaire en septembre, l'évolution de la demande d'emploi francilienne est stable pour les femmes et légèrement négative pour les hommes sur trois mois en catégories A, B et C (-0,3 %). L'écart est plus important en France métropolitaine (0,9 point).

Sur un an, la hausse est sensiblement plus soutenue pour les femmes (+4,5 %) que pour les hommes (+1,5 %), même si l'écart semble se stabiliser en fin de période.

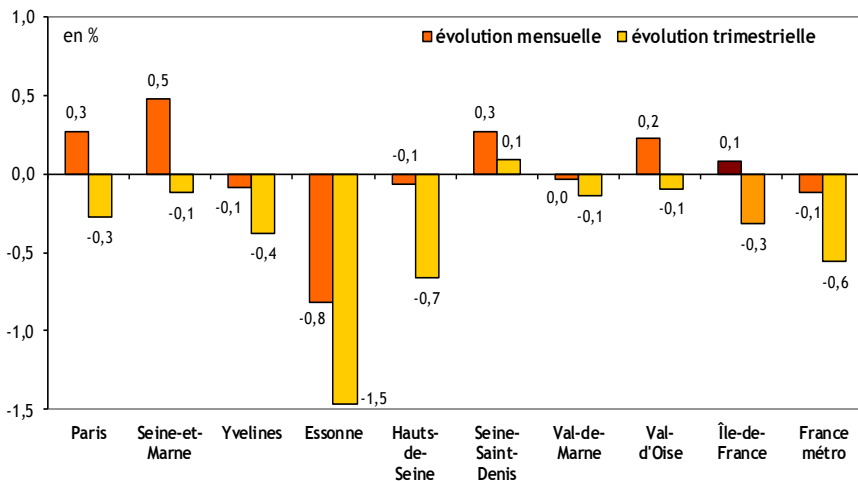
L'évolution de la demande d'emploi est défavorable aux femmes dans l'ensemble des départements de la région. Ainsi, les femmes pâtissent d'une augmentation de leur demande d'emploi très supérieure à celle des hommes en Seine-et-Marne et dans l'Essonne, où l'écart dépasse 4 points sur un an.

**Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, selon le sexe**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 octobre 2016)



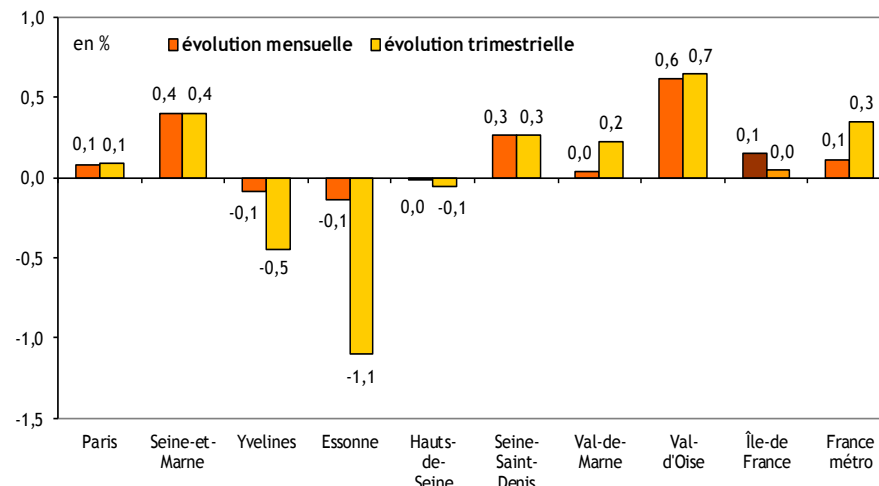
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution du nombre d'hommes inscrits par département**  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution du nombre de femmes inscrites par département**  
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

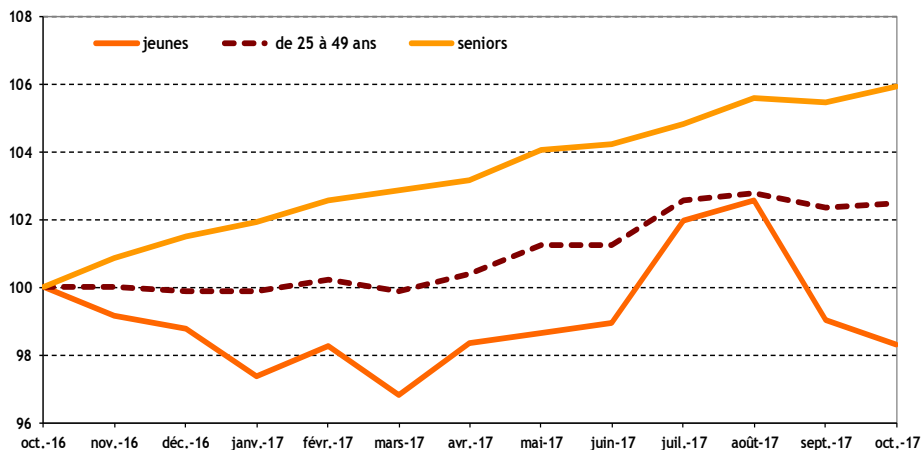
## Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC) en octobre 2017

En progression entre mars et août 2017, la demande d'emploi des jeunes (moins de 25 ans) baisse nettement depuis deux mois (-4,2 % par rapport à août en catégorie A, B et C). Sur trois mois, le nombre de demandeurs de moins de 25 ans recule de 3,6 % en Île-de-France, contre une baisse de 3,3 % en France métropolitaine.

Cette évolution cache de fortes disparités selon les départements. En forte baisse en Essonne (-6,5 %, soit -720 jeunes), dans les Hauts-de-Seine (-5,2 %, soit -470 jeunes) et dans les Yvelines (-4,1 %, soit -420 jeunes), le nombre de jeunes demandeurs augmente légèrement en Seine-et-Marne et dans le Val-de-Marne (+0,3 %).

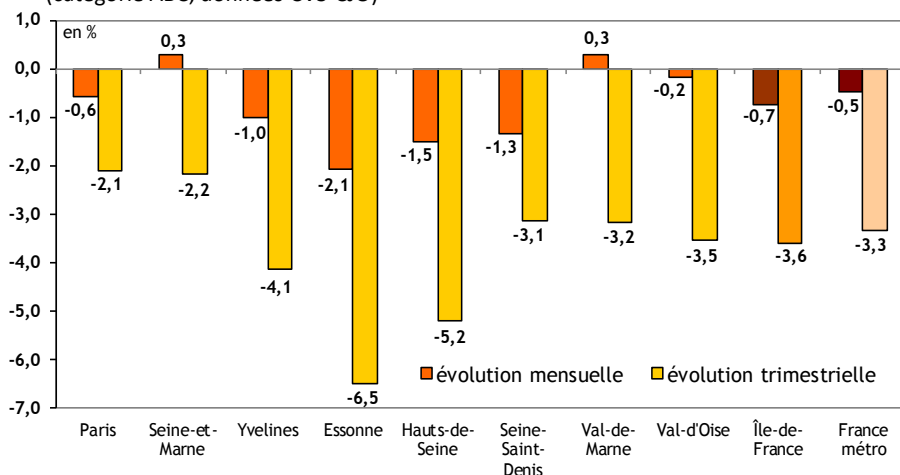
Moins heurtée, la demande d'emploi des seniors (50 ans et plus) est en constante augmentation depuis un an. L'évolution de la demande d'emploi est ainsi très défavorable aux seniors sur un an (+5,9 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 octobre 2016)



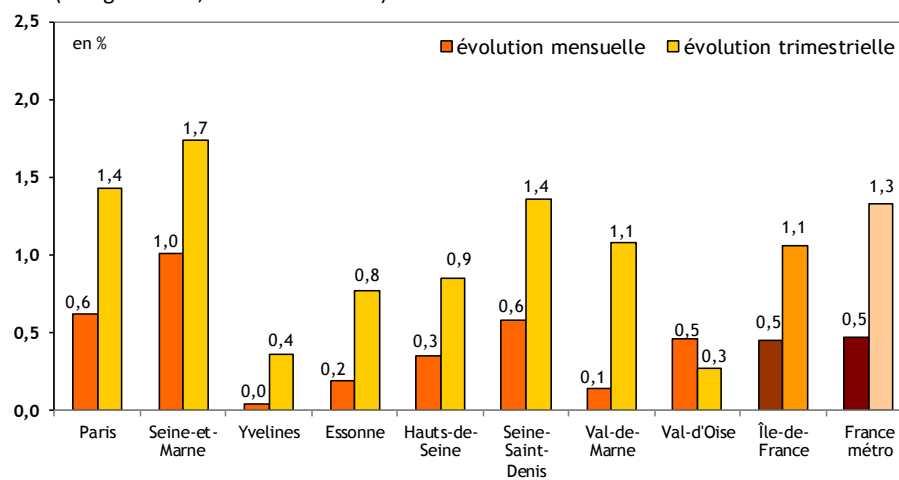
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

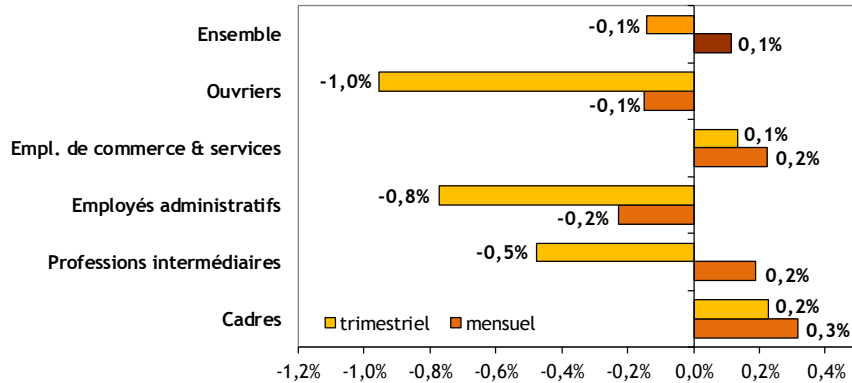
Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

# Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle\* et par métier recherché en octobre 2017

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, par catégorie professionnelle (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)

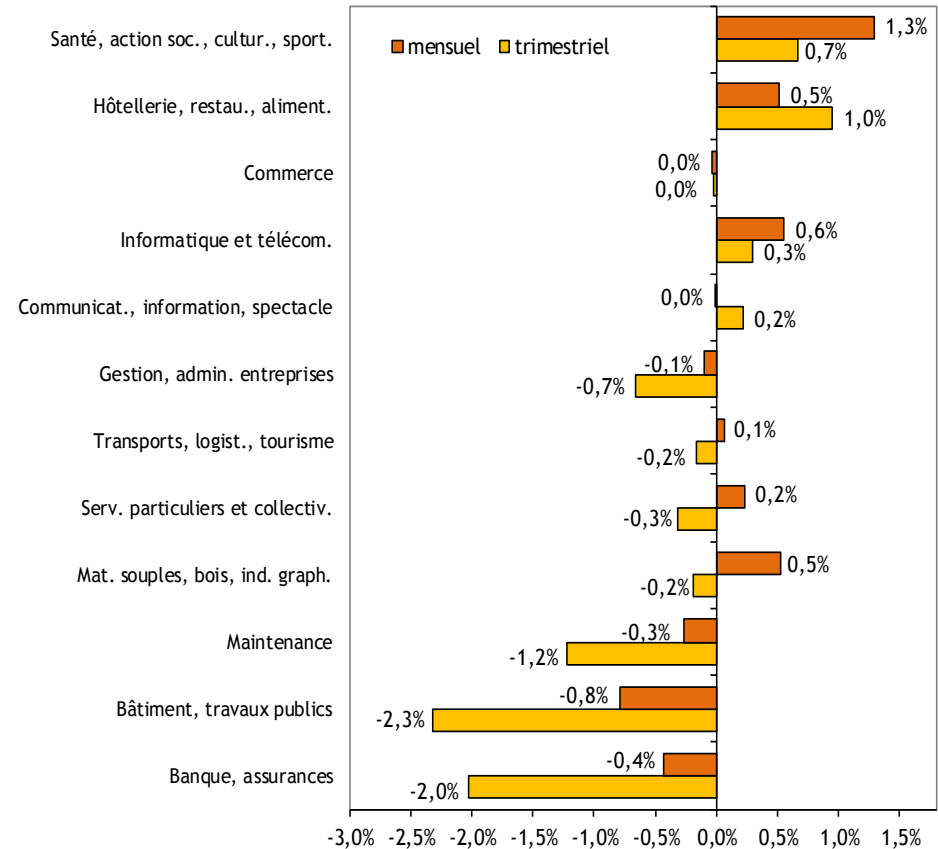


Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Après deux mois de recul, la demande d'emploi francilienne des ouvriers et des employés administratifs diminue respectivement de 1,0 % et 0,8 % sur trois mois pour les catégories A, B et C. Les professions intermédiaires bénéficient également d'une baisse du nombre de leurs demandeurs (-0,5 %). En revanche, la demande d'emploi des cadres et des employés du commerce et des services reste en légère augmentation.

Sur trois mois, les demandeurs d'emploi sont moins nombreux dans la plupart des principaux domaines professionnels, à l'exception de l'hôtellerie-restauration (+1,0 %), de l'informatique-télécommunication et des arts et spectacles. Les métiers du bâtiment-travaux publics (-2,3 %) et de la banque-assurances (-2,0 %) enregistrent les plus fortes baisses.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

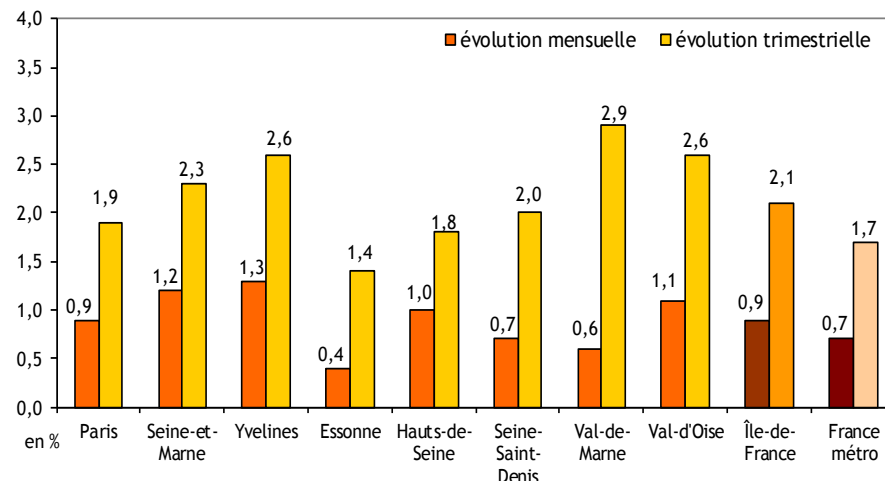
\* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Malgré la stabilisation de la demande d'emploi en catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) demeure en croissance sur trois mois en Île-de-France (+2,1 %), à un rythme légèrement supérieur à celui constaté au niveau national (+1,7 %).

La reprise de la hausse de la demande d'emploi de longue durée est intervenue après une période de baisse, en grande partie liée au nombre de demandeurs d'emploi qui ont bénéficié de formations dans le cadre du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation » (passage en catégorie D pendant la durée de formation réinitialisant le compteur d'ancienneté des demandeurs concernés). La part de demandeurs d'emploi de longue durée atteint 43,1 % en octobre 2017.

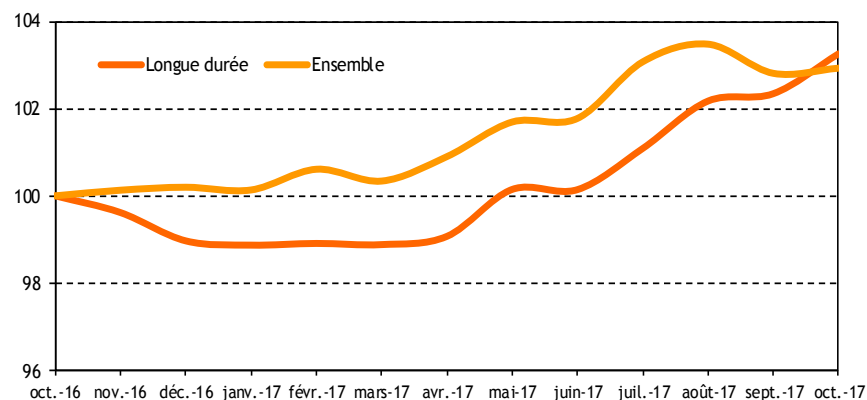
La part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA dans la région, inférieure à celle de la France métropolitaine (12,5 % contre 13,2 %), diminue très légèrement sur un an (-0,2 point). Celle de Seine-Saint-Denis demeure largement supérieure à celle des autres départements.

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, indice 100 octobre 2016)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

	Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
Fin oct. 2017	12,8%	11,1%	11,1%	10,1%	11,7%	16,0%	12,1%	12,4%	12,5%	13,2%
Fin oct. 2016	13,2%	10,6%	11,4%	10,0%	12,1%	16,4%	12,4%	12,4%	12,7%	13,2%

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

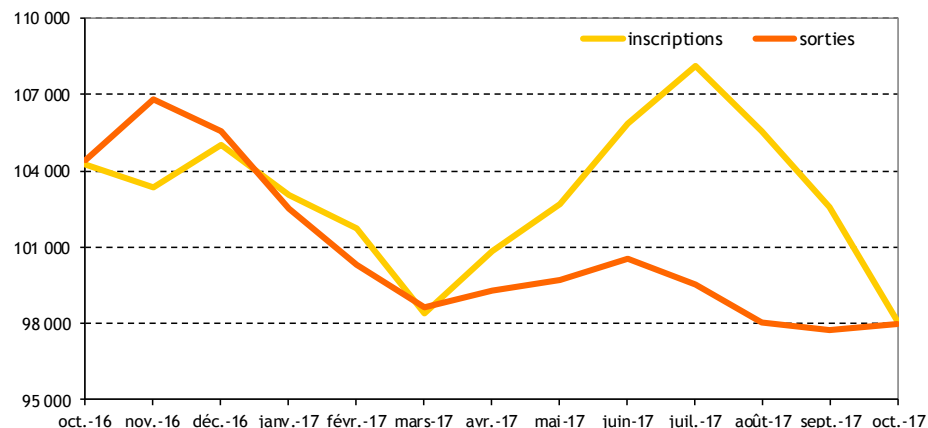
Sur trois mois glissants, le nombre de sorties de Pôle emploi continue de reculer en Île-de-France (-1,5 %).

La forte représentation du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (plus de 40 %) limite l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Bien qu'expliquant seulement 6 % des sorties, le recul des entrées en stage (-9,7 % sur trois mois glissants et -45,6 % en glissement annuelle) apparaît cependant comme une tendance de fond depuis le plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ». Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 20 % des motifs de sorties, progressent nettement sur un an (+6,5 %).

Les entrées à Pôle emploi baissent très nettement sur trois mois glissants (-9,3 %), après avoir augmenté entre mars et juillet 2017. En évolution annuelle, le nombre d'inscriptions diminue également davantage dans la région qu'en France métropolitaine (-5,9 % contre -4,6 %).

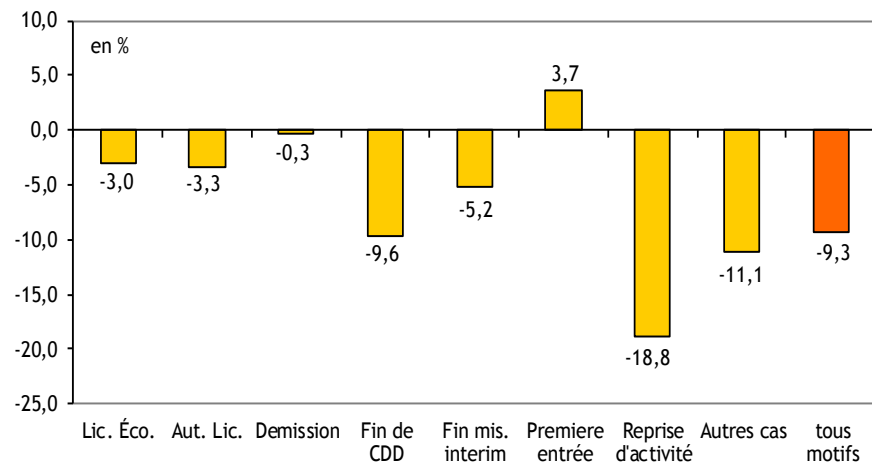
Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (40 % des entrées) rend également délicate l'interprétation des entrées par motifs. Sur un an, se confirment cependant la progression des inscriptions pour « démission » (+13,8 % en glissement annuel) et « fin de mission d'intérim » (+7,5 %), ainsi que le recul des inscriptions pour « première entrée » (-10,9 %) et « reprise d'activité » (-10,0 %).

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Île-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi par principaux motifs (Île-de-France, données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Au deuxième trimestre 2017, le taux de chômage francilien s'établit à 8,1 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en léger recul de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2017. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi diminué, atteignant 9,2 % au deuxième trimestre 2017.

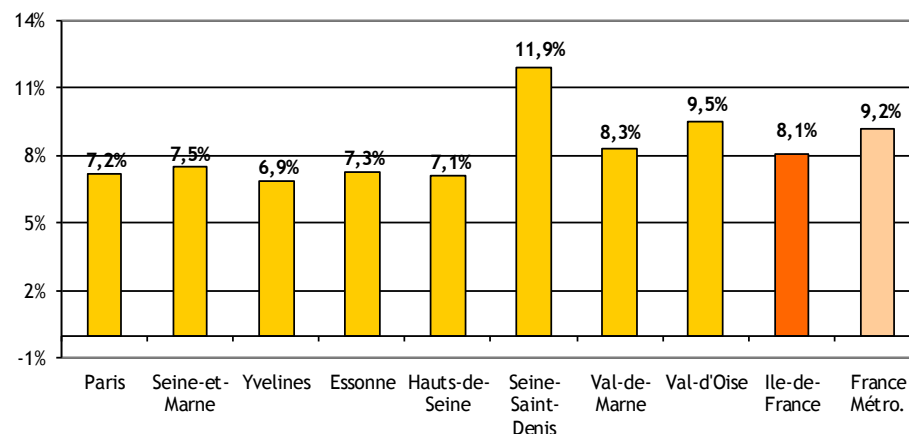
Sur un an, le taux de chômage baisse de 0,5 point aussi bien en Île-de-France qu'en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste cependant supérieur de 1,8 point à sa valeur d'avant la crise (6,3 % au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 2,4 points de plus qu'au premier trimestre 2008. Après une période d'équilibre autour de 9 % depuis 2013, le mouvement de baisse, seulement amorcé il y a un an, semble se poursuivre.

La Seine-Saint-Denis, dont le chômage est structurellement le plus élevé de la région avec 11,9 %, voit son taux de chômage enregistrer une légère baisse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent.

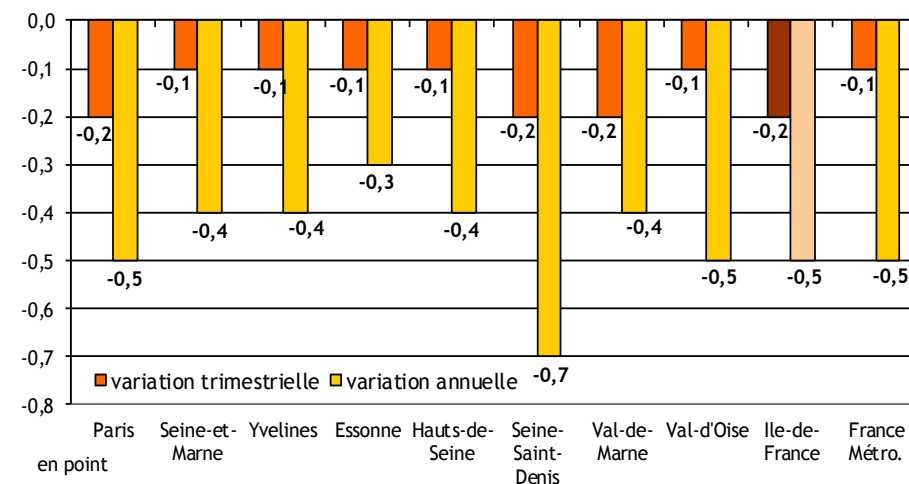
Sur un an, le taux de chômage diminue dans l'ensemble des départements, en particuliers en Seine-Saint-Denis (-0,7 %), à Paris et dans le Val-d'Oise (-0,4 %). Paris, la Seine-et-Marne, les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs ou égaux à 7,5 %.

Taux de chômage localisé au deuxième trimestre 2017 (données CVS)



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au deuxième trimestre 2017 (données CVS)

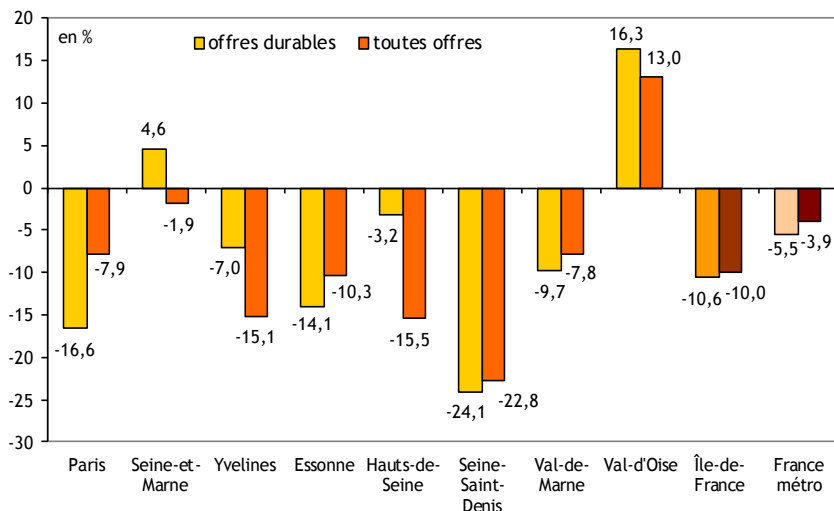


Source : Insee

## Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi en octobre 2017

En octobre 2017, 49 000 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 34 000 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

**Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des trois derniers mois, par rapport aux trois mois précédents** (données CVS-CJO)

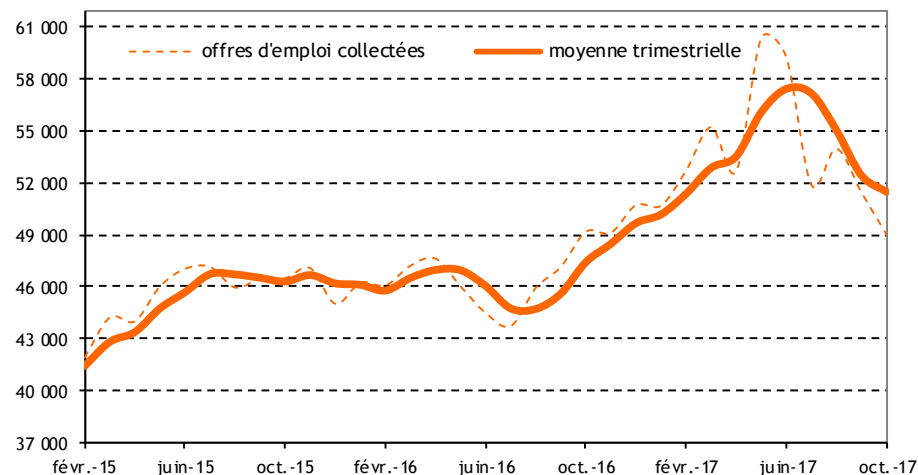


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région diminue nettement (-10,0 %), après une hausse continue entamée au troisième trimestre 2016. Les offres durables connaissent la même tendance baissière (-10,6 %). Le recul est moins marqué en France métropolitaine : -3,9 % pour l'ensemble des offres et -5,5 % pour les offres durables.

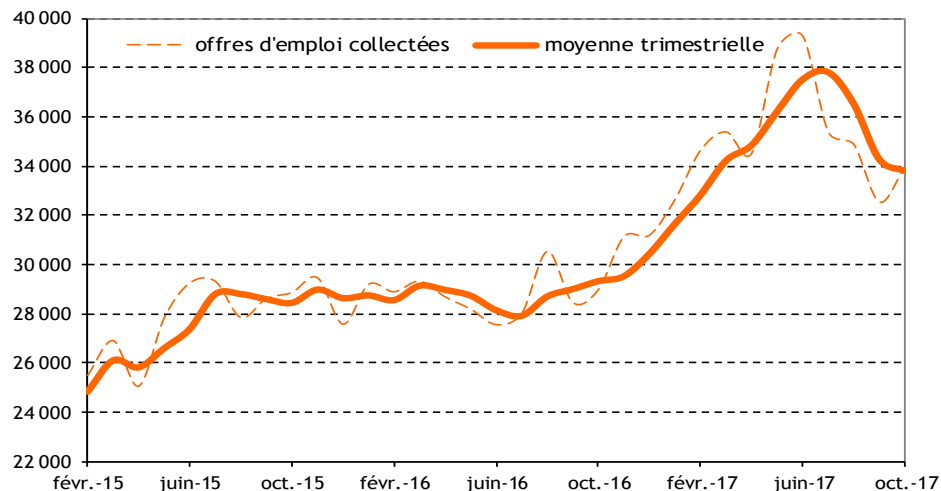
Sur un an, en moyenne trimestrielle, les offres enregistrées dans la région demeurent toutefois en nette progression (+8,6 % soit +6 800 offres), ainsi que les offres durables (+15,3 %).

**Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis février 2015** (Île-de-France, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

**Évolution du nombre total d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis février 2015** (Île-de-France, données CVS-CJO)



Sources : Dares / Pôle emploi – calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au deuxième trimestre 2017

Près de 2 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2017 en Île-de-France, dont 336 000 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au deuxième trimestre 2017 (par rapport au deuxième trimestre 2016) a peu augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+0,6 %) mais fortement augmenté pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +5,9 %).

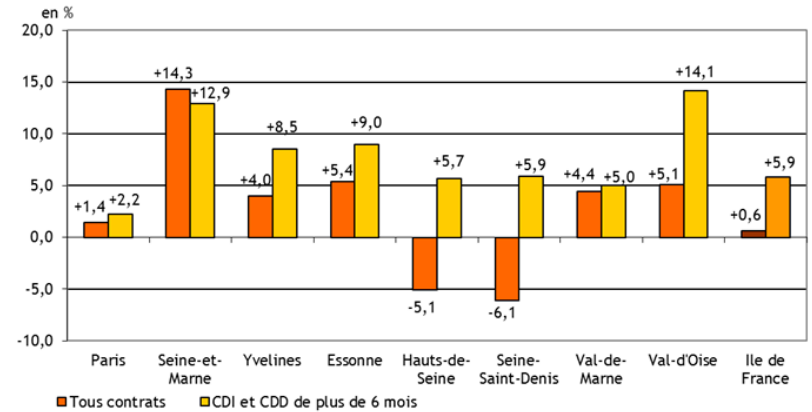
Tous contrats confondus, la Seine-et-Marne a connu une augmentation annuelle très importante (+ 14,3 %). En revanche, cette évolution est négative pour la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine (respectivement -6,1 % et -5,1 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne progressent le plus fortement (respectivement +14,1 % et +12,9 %).

Le secteur de la collecte, gestion des déchets ; récupération a connu une très forte augmentation des contrats durables (plus de 63 % d'augmentation sur un nombre de contrats cependant peu important).

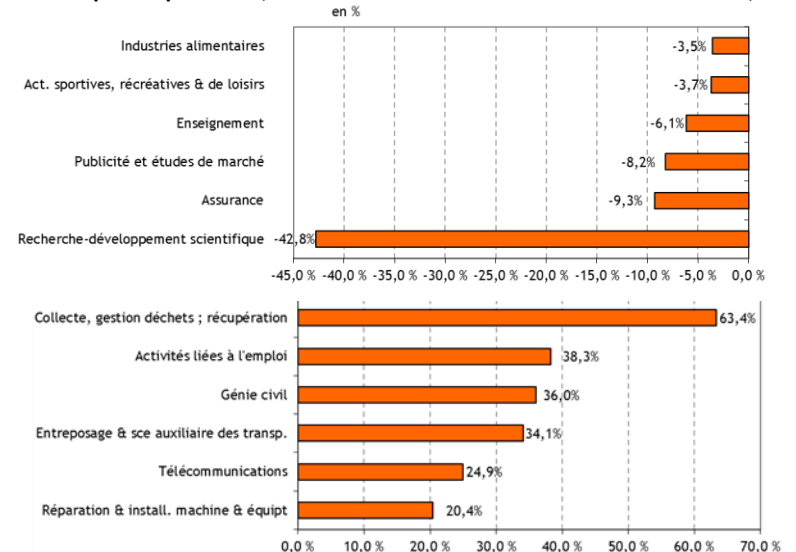
La recherche et le développement scientifique ont connu la baisse la plus importante sur un an (-42,8 %), après un maximum observé au deuxième trimestre 2016.

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département (2<sup>ème</sup> trimestre 2017 – 2<sup>ème</sup> trimestre 2016)



Source : DPAE / Urssaf

Les six secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante (Île-de-France, 2<sup>ème</sup> trimestre 2017 – 2<sup>ème</sup> trimestre 2016)



Sources : DPAE / Urssaf

## L'intérim à fin août 2017

Avertissement : l'introduction progressive de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement des relevés mensuels de mission (RMM) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des agences d'intérim. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi intérimaire. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données (voir publication de la DARES : <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/mot/emploi-interimaire> ).

Près de 316 500 contrats d'intérim ont été signés au mois d'août 2017 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 112 200 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

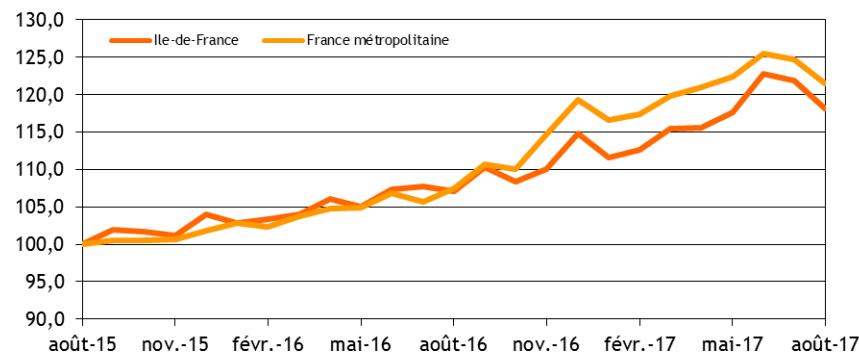
Le nombre de contrats signés a augmenté, à l'inverse du nombre d'intérimaires en EETP qui a enregistré une forte baisse ce mois-ci. Toutefois, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires reste en hausse : +4,1 % par rapport aux trois mois précédents (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en hausse : +3,4 % pour le nombre d'EETP sur trois mois glissants. Cela s'explique par la forte hausse dans la fabrication de matériel de transport (+6,8 %) et dans la métallurgie (+6,9 %). A contrario, les industries agro-alimentaires sont en repli (-3,3%).

L'activité intérimaire dans la construction poursuit sa hausse mais à un rythme moins soutenu que pour les premiers mois de 2017 : +1,7 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

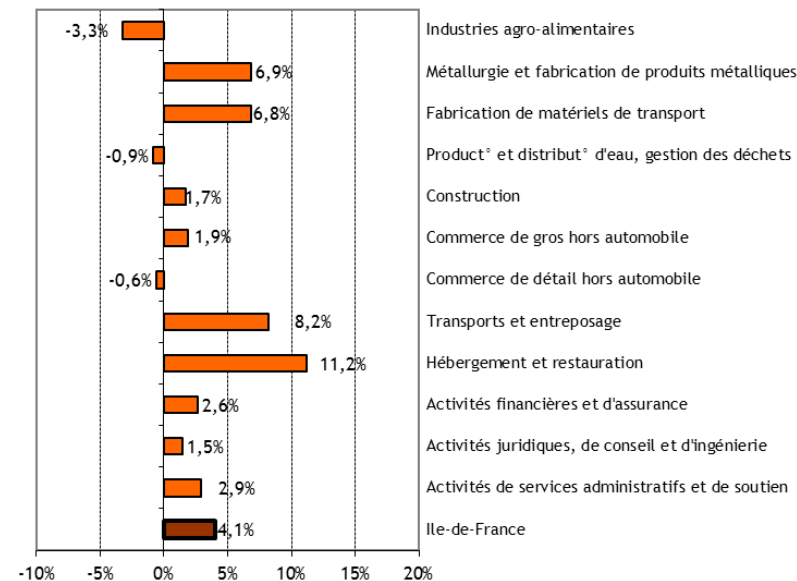
L'intérim dans le tertiaire augmente également (+4,9 %), avec des augmentations dans tous les principaux secteurs d'activité, hormis le commerce de détail (-0,6 %). Les plus fortes hausses sont enregistrées dans l'hébergement / restauration (+11,2%) et dans le transport / entreposage (+8,2 %).

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 à fin août 2015)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

## L'emploi salarié au deuxième trimestre 2017

Au deuxième trimestre 2017, l'emploi salarié marchand francilien progresse de +0,3 % (soit +13 700 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de +0,4 % (+69 000 emplois).

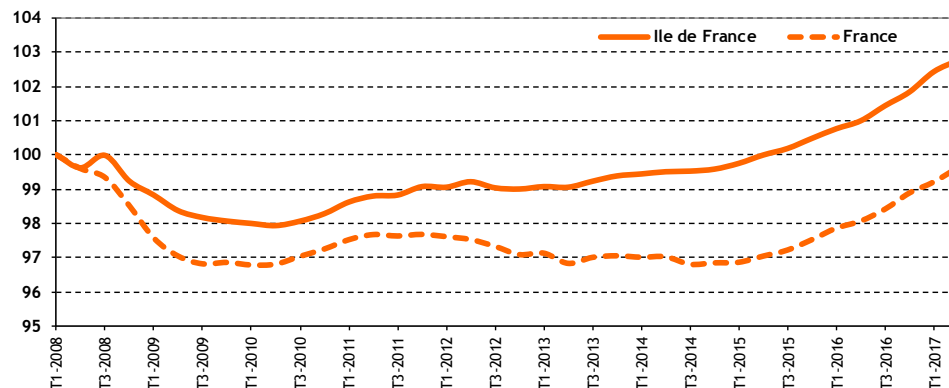
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation (+1,8 %, soit +72 500 emplois). Il confirme ainsi le dynamisme de l'emploi francilien qui représente près d'un tiers de l'évolution de l'emploi salarié en France métropolitaine.

Au deuxième trimestre 2017, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent. De leur côté, les Yvelines et les Hauts-de-Seine enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé à Paris, en Seine-et-Marne, en Essonne et dans le Val-d'Oise tandis que les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne affichent des augmentations modérées.

Ce sont Paris, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine qui contribuent en nombre à l'augmentation de l'emploi salarié avec près de 50 000 emplois en plus depuis le deuxième trimestre 2016 sur les 72 500 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands depuis le premier trimestre 2008 (données CVS)



Source : Insee

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2017	Evolution trimestrielle (par rapport au 1er trimestre 2017)		Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2016)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 327 559	4 358	0,3	26 042	2,0
Seine-et-Marne	320 013	2 216	0,7	9 462	3,0
Yvelines	368 759	476	0,1	5 452	1,5
Essonne	311 195	528	0,2	6 279	2,1
Hauts-de-Seine	833 371	754	0,1	6 281	0,8
Seine-Saint-Denis	431 684	2 705	0,6	7 877	1,9
Val-de-Marne	360 053	761	0,2	5 326	1,5
Val-d'Oise	253 150	1 914	0,8	5 751	2,3
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 205 783</b>	<b>13 713</b>	<b>0,3</b>	<b>72 472</b>	<b>1,8</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>16 164 700</b>	<b>69 000</b>	<b>0,4</b>	<b>254 500</b>	<b>1,6</b>

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Sources : Insee

## L'emploi salarié au deuxième trimestre 2017

Au deuxième trimestre 2017, l'évolution trimestrielle de l'emploi enregistre un léger recul dans l'industrie (-0,5 %, -2 200 emplois) et progresse modérément dans la construction (+0,7 %, soit +1 900 emplois) et le commerce (+0,1 %, soit +480 emplois). L'emploi dans les services marchands poursuit son augmentation : +0,5 % soit +13 500 emplois.

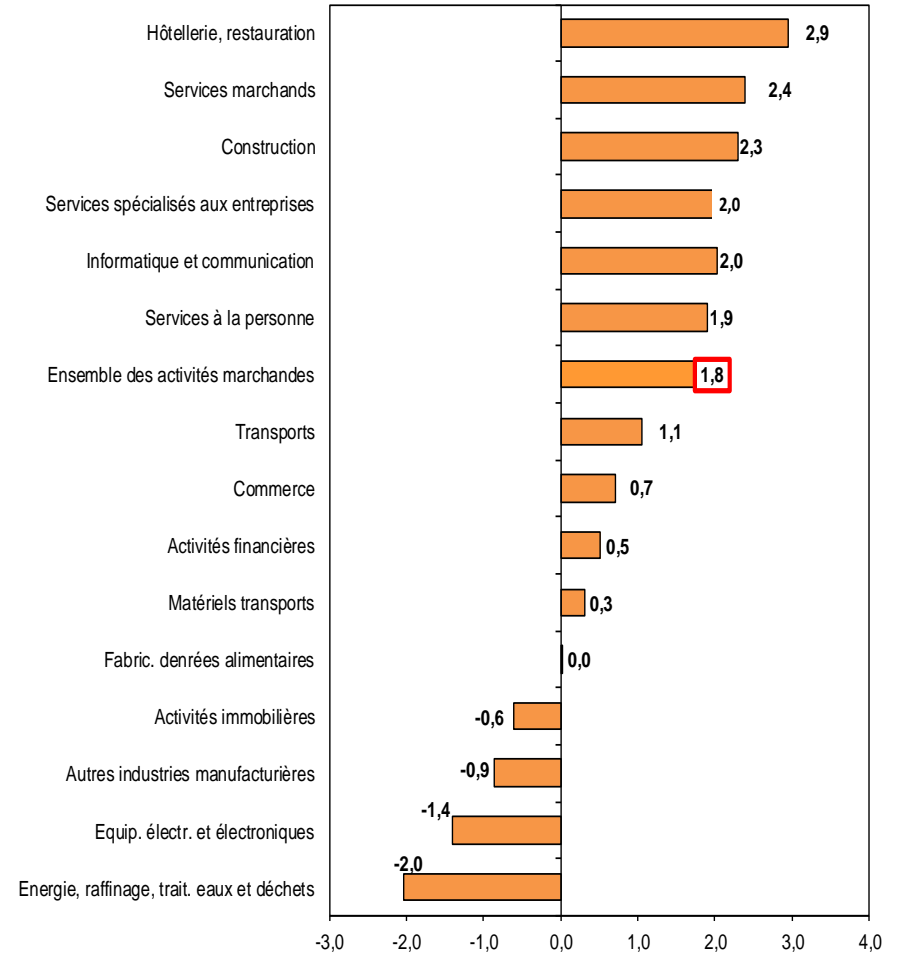
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de -0,9 % dans l'industrie et augmenté de +2,3 % dans la construction et de +2,4 % dans les services marchands. Au sein de l'industrie, la plupart des secteurs d'activités, et notamment l'énergie, raffinage et traitement des eaux et déchets (-2,0% soit -1 600 emplois), ainsi que le secteur de la fabrication d'équipements électriques et électroniques (-1,4 %, soit -1 020 emplois) perdent un nombre important d'emplois. Seul celui de la fabrication de matériels de transport bénéficie d'une hausse (+0,3 %).

L'emploi salarié dans le commerce connaît une progression annuelle de +0,7 % (+4 900 emplois).

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +2,4 % (+65 300 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre mais est soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a connu une augmentation importante de +22,6 %.

Tous les autres secteurs d'activité des services marchands ont quant à eux enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur de l'hôtellerie, restauration (+2,9 % soit 8 800 emplois), celui de l'informatique et communication (+2,0 %, soit 7 700 emplois) et celui des services spécialisés aux entreprises (+2,0 %, soit +18 400 emplois) ont connu la plus forte croissance, hors celui de l'intérim.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2017, dans les principaux secteurs d'activité marchands (en %, données CVS) – Le secteur de l'intérim (+22,6%) n'est pas représenté



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

## L'activité partielle en octobre 2017

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en Octobre	58	11	6	3	6	9	12	4	7
cumul 2017	683	144	74	104	64	46	113	55	83
cumul 2016 (octobre)	1068	237	131	171	135	67	95	91	141
Heures associées en octobre	214 643	18 728	13 582	4 472	25 189	50 126	52 069	14 100	36 377
cumul 2017	2 969 098	214 121	259 377	728 708	510 224	168 071	294 934	413 141	380 522
cumul 2016 (octobre)	6 006 758	457 849	676 544	2 071 282	884 365	449 623	273 274	496 990	696 830
Evolution	-50,6%	-53,2%	-61,7%	-64,8%	-42,3%	-62,6%	7,9%	-16,9%	-45,4%

En octobre dernier, 58 décisions d'activité partielle\* ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 214 643 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Un volume en hausse de plus de 50 % par rapport au mois précédent.

Les départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis, avec chacun plus de 50 000 heures autorisées, regroupent 48 % des heures d'activité partielle autorisées en octobre dernier.

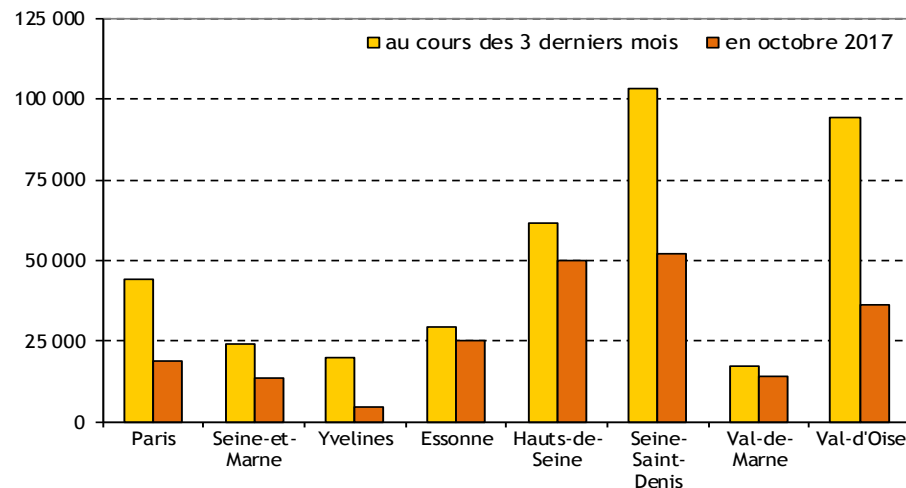
Le Val-d'Oise est le troisième département le plus touché avec 17 % des heures demandées dans la région.

Les secteurs des activités spécialisées, scientifiques et techniques et de la construction cumulent plus de 80 000 heures d'activité partielle soit 37 % du total régional tous secteurs confondus.

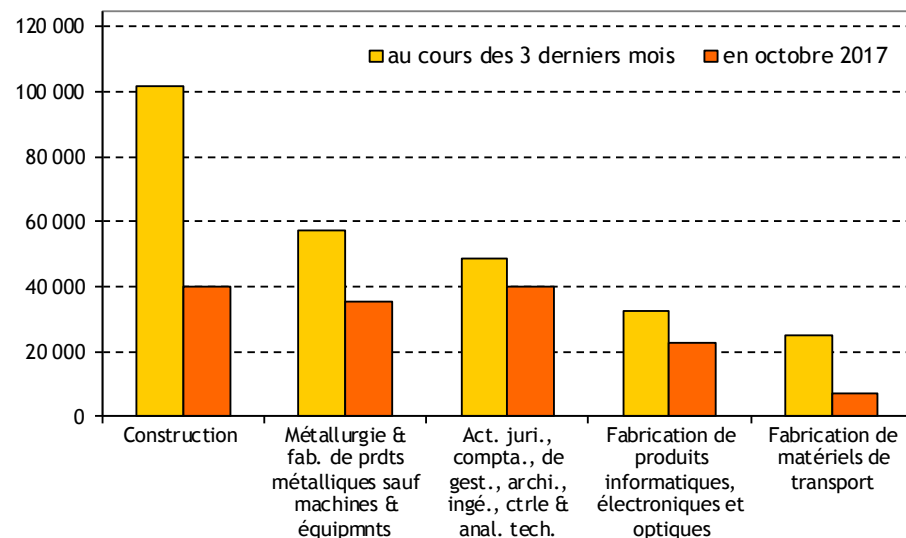
Le secteur de la métallurgie a obtenu des autorisations pour près de 35 500 heures réparties en 3 demandes ce mois-ci. Au cours des trois derniers mois, c'est le deuxième secteur qui concentre le plus grand nombre d'heures.

(\* ) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

### Heures autorisées par département



### Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

## Les plans de sauvegarde de l'emploi en octobre 2017

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE en octobre	29	9	1	1		8	3	3	2	2
Cumul 2017	247	72	9	16	12	68	25	17	12	16
Cumul 2016 (janvier à octobre)	284	72	8	13	11	86	19	15	15	45
Salariés concernés	799	153		15	32	349	80	70	100	/
Cumul 2017	14 906	2 556	473	1 957	1 671	3 499	2 639	1 291	820	/
Cumul 2016 (janvier à octobre)	19 561	4143	506	2531	1682	6148	2924	845	782	/
Evolution	-24%	-38%	-7%	-23%	-1%	-43%	-10%	/	5%	/

En octobre 2017, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 29 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 799 postes menacés dans le cadre de PSE ce mois-ci.

Sur les deux derniers mois, le nombre de PSE initiés (55) est supérieur à la moyenne bimestrielle sur les 12 derniers mois (48).

3 172 emplois ont été menacés par des PSE ces deux derniers mois. C'est également un peu supérieur à la moyenne sur l'année.

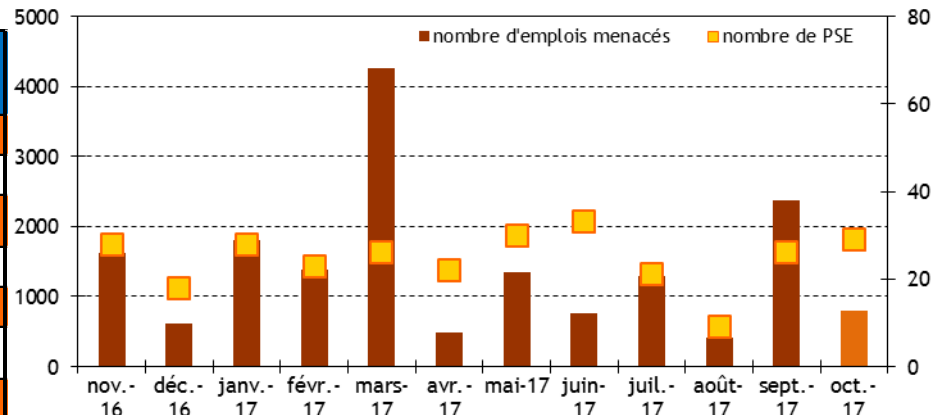
Ce mois-ci, les départements du Val-d'Oise et des Hauts-de-Seine concentrent le plus d'emplois menacés par rapport à leur emploi local. Les autres départements sont tous touchés de manière relativement similaire, mis à part les Yvelines plus épargnées et plus encore la Seine-et-Marne qui ne connaît aucun emploi menacé.

Les secteurs les plus affectés au niveau régional sont la fabrication de machines et l'industrie pharmaceutique. Cependant un nombre limité de postes sont menacés (49 et 32).

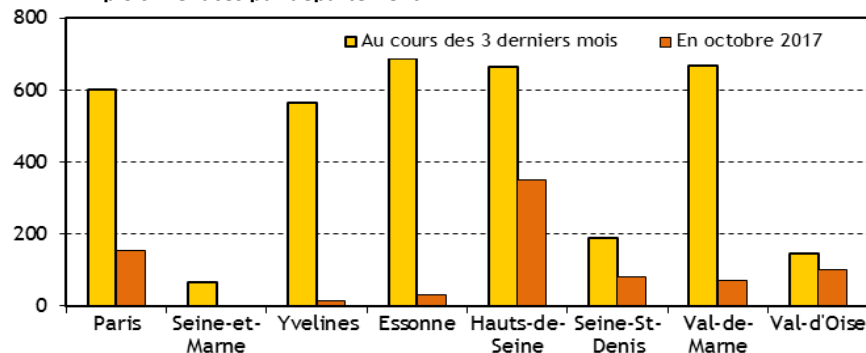
Le PSE le plus important du mois a été mis en œuvre dans des établissements (siège social) d'une entreprise de production pétrolière.

## Accompagnement des mutations économiques

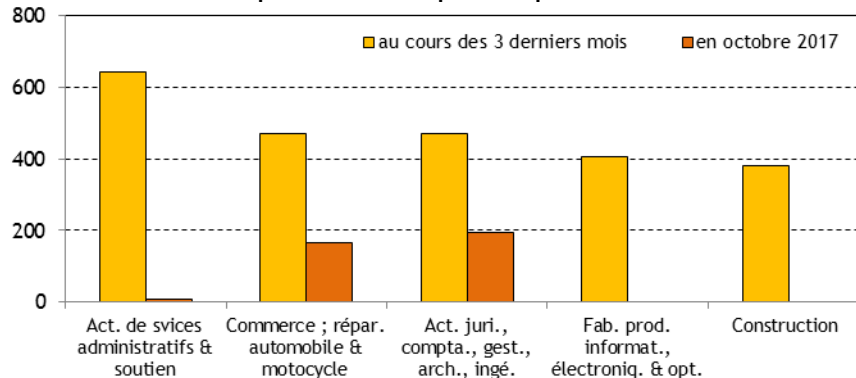
### Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



### Emplois menacés par département



### Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese



**Directrice de publication** : Corinne Cherubini

**Etude et réalisation** : Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

**Conception graphique** : Emmanuelle Seguin

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France**

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur [www.idf.direccte.gouv.fr](http://www.idf.direccte.gouv.fr)